

Tous les groupes de femmes en parlent

C'est sous ce thème qu'a eu lieu l'assemblée générale de la TCMFCQ. Par une parodie de la bien connue émission: « Tout le monde en parle », l'équipe a résumé le travail accompli en 2009-2010. Pour transposer le tout à la réalité de la TCMFCQ, nous n'avions pas un fou du roi, mais bien une déesse faisant ainsi référence à l'ADS, un dossier actif à la Table.

Les membres ont pu également prendre connaissance des orientations pour 2010-2011. Pour cette année, nous nous inscrirons dans la continuité, puisque plusieurs de nos dossiers découlent d'ententes triennales.

Le rehaussement de notre financement pour notre mission de défense de droits sera également au cœur de nos préoccupations. Notre travail, bien que

reconnu par nos partenaires régionaux, n'est pas financé à sa juste valeur. Avec le Réseau des Tables régionales de groupes de Femmes du Québec, nous ferons plusieurs représentations auprès des décideurs politiques.



Renée Levasseur animant la présentation du rapport d'activités.

À surveiller : les productions de la TCMFCQ

Femmes & emploi :

Le comité travaille sur la production d'une fiche analytique sur l'emploi des centriciennes. À partir de statistiques, la fiche identifiera les avancées, les zones d'ombre et les situations problématiques. Une analyse féministe nous permettra de cerner les enjeux pour les femmes et d'apporter des recommandations pour remédier aux situations problématiques.

Femmes & pouvoir :

Savez-vous qu'il y a près de 90 instances décisionnelles au Centre-du-Québec? Les connaissez-vous? Pour répondre à cette question, la TCMFCQ est à réaliser une « cartographie des instances décisionnelles ». Sous format électronique, composée de fiches, la cartographie vous permettra d'être informéE sur les organisations, leurs mandats, leur fonctionnement et leur mode électif.

Femmes & développement :

Pour supporter les organisations locales et régionales dans leurs efforts pour l'atteinte de l'égalité des femmes, la TCMFCQ, à partir de l'observatoire en condition féminine, a dressé un portrait des conditions de vie des femmes pour chacune des MRC. Une tournée régionale permettra de faire connaître cet outil et d'échanger sur les moyens pour atteindre l'égalité chez nous.

Dans ce numéro :

<i>À surveiller... nos productions</i>	2
<i>Portrait des entrepreneures centriciennes</i>	2-3
<i>Nouvelles en vrac...</i>	3
<i>L'écoféminisme... c'est quoi?</i>	4
<i>Pour de l'écoféminisme québécois</i>	5
<i>Quelques exemples de liens : Enjeux féministes et écologistes</i>	5
<i>Le point sur les services d'avortement au Québec</i>	6
<i>La nécessité de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire</i>	7
<i>On a assez étiré l'élastique</i>	7
<i>La Marche mondiale des femmes 2010</i>	8



19- A, rue de Courval.
 Victoriaville G6P 4W2
 Tél. : 819-758-8282
 Téléc. : 819-758-7624
 Courriel :
 coordo@femmescentreduquebec.qc.ca
 Site Web :
www.femmescentreduquebec.qc.ca

À surveiller : les productions de la TCMFCQ



Observatoire de la condition féminine du Centre-du-Québec

Le MAMROT et la TCMFCQ sont heureux de vous annoncer la publication de la version 2010 de l'*Observatoire*. Ce dernier contient plus de 100 indicateurs répartis selon quatre grands volets qui touchent les femmes, soit les caractéristiques sociodémographiques, l'autonomie économique, la santé et le développement égalitaire des femmes. L'édition 2010 contient également, sous forme de faits saillants, une analyse sommaire de la condition de vie des Centricoises.

Ce recueil de données met ainsi à la disposition des

organisations locales et régionales un tableau de bord permanent, diversifié et à jour des conditions de vie des Centricoises. Il permettra l'analyse de données concernant la situation sociale, sanitaire, économique et politique des femmes de la région, et par le fait même, de favoriser une concertation éclairée dans le dossier de la condition féminine au Centre-du-Québec.

Les organismes de la région peuvent recevoir gratuitement un exemplaire de l'*Observatoire* en communiquant avec la TCMFCQ. L'édition 2010 pourra également être consultée sur le site Web de la TCMFCQ à l'adresse suivante:

www.femmescentreduquebec.qc.ca

Et une activité : Séminaire sur la santé des femmes Volet Femmes & santé

Le comité orienteur vous invite, le 11 février 2011, à un séminaire portant sur les impacts, sur la santé des femmes, des diktats liés à leur image corporelle. Hypersexualisation, publicité sexiste, troubles alimentaires, obsession de la minceur, mode peu compatible avec le corps réel des femmes, tout concourt à rendre les femmes insatisfaites de leur image et à développer des comportements néfastes pour leur santé mentale et physique.

D'autres informations sont à venir... bloquez donc la date du **11 février 2011** à votre agenda!

Pour en savoir plus sur la
TCMFCQ,
visitez notre site Web

www.femmescentreduquebec.qc.ca

PORTRAIT DES ENTREPRENEURES CENTRICOISES

Le Groupe régional d'intervention pour femmes entrepreneures (GRIFE) publiait en juin dernier un portrait sur les entrepreneures centricoises. Tiré du bulletin l'Excellence de la Corporation de développement économique des Bois-Francs, voici un résumé de celui-ci.

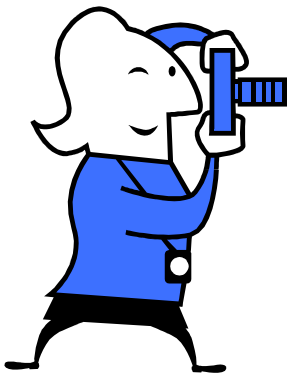
L'échantillon comptant 144 entrepreneures, permet de dresser prudemment un portrait des entrepreneures au Centre-du-Québec. D'abord,

63 % des répondantes étaient âgées de 30 à 49 ans. Sans surprise, 85 % des femmes d'affaires œuvrent dans les secteurs des services et du commerce de détail.

Elles sont plus scolarisées que les salariéEs et les travailleurs et travailleuses autonomes de l'ensemble du Canada. En effet, 33 % des entrepreneures interrogées détenaient un diplôme d'études collégiales et 31 % un diplôme

d'études universitaires. Paradoxalement, les plus scolarisées sont également celles qui investissent le plus dans les activités de perfectionnement, notamment en marketing et en gestion.

De façon générale, les entrepreneures centricoises vivent en couple avec habituellement, deux enfants de moins de 16 ans. Une observation a également été émise lors de



Portrait (suite)

l'enquête : les femmes en couple seraient davantage portées à devenir des propriétaires dirigeantes que des travailleuses autonomes, dans un ratio de 60/40. L'étude explique cette situation par un investissement trois fois plus important en capital pour le démarrage d'une entreprise par une propriétaire-

dirigeante, soit en moyenne 47 353 \$ versus 17 283 \$ pour les travailleuses autonomes.

Finalement, au niveau de leur revenu, 65 % des répondantes gagnent moins de 45 000 \$ par année, et ce, malgré le fait que 81 % d'entre elles travaillent à temps complet dans

leur entreprise. Les propriétaires dirigeantes ont d'ailleurs un horaire plus chargé que les travailleuses autonomes. En fait, 35 % des propriétaires dirigeantes travaillent plus de 51 heures par semaine, comparativement à 11 % chez les travailleuses autonomes.

Nouvelles en vrac...

Journée nationale de l'action communautaire autonome (JNV-ACA)

Elle aura lieu le 23 octobre 2010. Cette journée veut rendre visible l'action communautaire autonome et démontrer leur pertinence pour une plus grande justice sociale. Pour en savoir plus, voir le site www.rq-aca.org

Naissance d'un nouveau groupe national

L'alliance des femmes du Québec verra le jour officiellement le 29 septembre 2010, date de son assemblée de fondation.

Cette organisation autonome, par et pour les femmes qui, dans un cadre d'analyse *intersectionnelle*, travaille à améliorer les conditions de vie des femmes

handicapées et leur famille, à développer des projets et favoriser les initiatives communautaires, gouvernementales et individuelles encourageant ainsi l'autonomie, le développement personnel ainsi que la pleine participation libre et entière à la vie sociale, culturelle, politique et économique du Québec des femmes handicapées.

Une nouvelle façon de faire au PPF

Maintenant, les groupes qui veulent faire une demande de financement dans le cadre du Fonds communautaire pour les femmes du Programme de promotion de la femme (PPF) peuvent le faire de façon continue tout au long de l'année. Le formulaire de demande de financement et le guide pour 2010-2011 sont disponibles au www.swc-cfc.gc.ca

Prix Égalité 2010

Le MCCCCF vient d'annoncer la quatrième édition du Prix Égalité. Ce concours annuel récompense et met en valeur des projets exemplaires en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

L'information relative au dépôt des candidatures se trouve sur le site Web du Secrétariat à la condition féminine au www.scf.gouv.qc.ca

Les organisations intéressées ont jusqu'au 15 novembre 2010 pour déposer leur candidature.



Si vous voulez partager un projet, une action, une nouvelle de votre organisme...

Faites-nous signe!

C'est gratuit!



L'écoféminisme... ça mange quoi en hiver?



Les articles de ces deux pages sont extraits d'un dossier sur l'écoféminisme paru dans La course à Relais-femmes du mois de mai 2008. Les auteures étaient Elsa Beaulieu, Maude Prud'Homme.

D'où vient ce mouvement, quelles sont ses analyses et que peuvent-elles nous apporter? Voici un bref historique, à la fois de l'écoféminisme et des liens entre le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme.

Le terme écoféminisme a été forgé par Françoise D'Eaubonne en 1974, dans un livre intitulé *Le féminisme ou la mort*. Pour cette militante, la destruction de l'environnement avait des liens directs avec la surpopulation, « dont le processus passe directement par la gestion de nos corps confiée au Système Mâle » (page 10). Évidemment, ces analyses se sont beaucoup raffinées depuis, mais le cœur de cette intuition, à savoir les liens existants entre les causes de la destruction de la nature et celles de l'oppression des femmes, a résisté à l'épreuve du temps. On constate donc que les femmes et la nature sont toutes deux opprimées par des systèmes patriarcaux, capitalistes, colonialistes, racistes et sexistes. Les mouvements écoféministes sont d'avis qu'il est nécessaire de changer les systèmes politiques et économiques actuels pour freiner le désastre écologique et mettre un terme à l'oppression des femmes et des

groupes racisés.

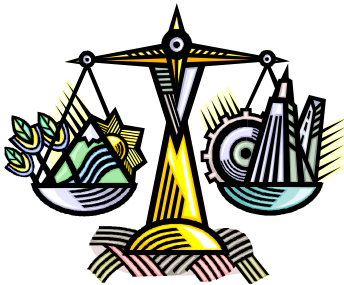
La nécessité d'une perspective écoféministe : deux exemples.

Prenons l'exemple du secteur de l'emploi pour prouver cette nécessité. Ainsi, lorsqu'on parle d'économie, on s'attarde particulièrement à l'emploi en terme de création, d'équité salariale, de conditions, etc.) Une perspective écoféministe exige d'aller plus loin dans la compréhension pour questionner les fondements même de ce système: À quoi servent les emplois? Les produits fabriqués ou utilisés sont-ils polluants, toxiques? La création d'emplois justifie-t-elle la surproduction et la destruction des écosystèmes? Si on regarde plus près de nous, la réfection d'une centrale nucléaire est-elle nécessaire en regard des risques pour l'environnement ou la santé des citoyensNEs des communautés avoisinant la centrale?

Regardons un autre exemple : la guerre. Les conséquences sont extrêmes pour les femmes : viols, impacts sur leur santé et celle de leurs futurs enfants compte tenu de l'utilisation d'armes chimiques et biologiques, déplacements de population. En plus d'assurer un appro-

visionnement minimal pour leur communauté, les femmes s'occupent des malades victimes de la contamination, de bombardements ou d'accidents nucléaires. Les guerres blessent aussi l'environnement : destruction de l'environnement par les véhicules militaires, déforestation et graves conséquences sur la biodiversité. Il est donc plus que nécessaire de changer cette logique militaire, machiste et patriarcale fondée sur la valorisation de l'agression et de la domination des femmes, de la nature et des groupes racisés.

Chaque système a un impact sur les autres et ils sont en constante relation. L'approche systémique voit tous les éléments d'un problème ou d'une situation comme un ensemble et les aborde de façon globale et locale. L'écoféminisme privilégie cette approche qui dépasse la logique sectorielle et qui considère tous les enjeux comme faisant partie de systèmes économiques et sociaux. On ne peut aborder qu'un seul aspect du problème pour tenter de le régler. On doit sortir de nos zones de confort et remettre en question les systèmes qui sous-tendent nos sociétés.



Pour de l'écoféminisme québécois

Dans une société complexe où des enjeux en apparence distincts sont intimement liés, il se trouve que les responsables de l'écocide sont également coupables de nombreuses autres oppressions.

Le gouvernement Harper personnifie particulièrement bien cet énoncé : il finance la guerre, encourage l'accélération de la destruction des

écosystèmes et fait reculer les droits des femmes. Dans le contexte actuel, féministes et écologistes ont des ennemis communs et pour avancer il faudra s'allier. Mais comment? À quelles conditions? Quels sont les défis? Quels sont les enjeux pour les femmes?

Des défis à relever

Deux grands défis nous attendent. D'abord, les mouvements féministes doivent se doter de pratiques écologistes et développer des analyses féministes sur les enjeux écologiques. Ensuite, ces pratiques et analyses féministes et écoféministes doivent s'intégrer dans les mouvements écologistes.



Quelques exemples de liens entre enjeux féministes et écologistes

- Le système économique capitaliste néolibéral qui crée la pauvreté et la concentration de la richesse est le même que celui qui détruit l'environnement.
- L'idéologie militariste, machiste et patriarcale qui glorifie la guerre et la violence est incompatible avec la préservation des écosystèmes, dont elle canalise les ressources vers la destruction.
- Le sexisme est au cœur des stratégies publicitaires favorisant la surconsommation, qui a des impacts importants sur l'environnement : surexploitation des ressources naturelles, pollution, déchets, réchauffement climatique.
- La santé des femmes, incluant la santé reproductive, est liée à la qualité de l'environnement.
- Des produits « pour » les femmes (cosmétiques, pilules contraceptives, serviettes hygiéniques, tampons, etc.) contaminent à très grande échelle. Plusieurs groupes féministes créent et distribuent des méthodes alternatives et produits plus écologiques et plus sains.
- Les femmes sont massivement présentes parmi les travailleurs et travailleuses exploitées par les industries polluantes et qui prospèrent grâce à la surproduction/surconsommation.
- Les personnes les plus pauvres, parmi lesquelles les femmes sont surreprésentées, vivent plus souvent dans les endroits où l'environnement est le plus dégradé.

Des pratiques écologistes pour lutter contre la pauvreté

Parce que la consommation responsable consiste d'abord à consommer moins et à chercher des alternatives naturelles et peu coûteuses à tous les niveaux, elle devrait s'harmoniser avec les luttes contre la pauvreté et contribuer à l'autonomie des collectivités. L'écologie qui s'assume s'oppose à la croissance économique qui appauvrit.

Il existe au Québec des initiatives intéressantes qui mériteraient d'être valorisées et imitées. Par exemple, le partenariat entre certaines cuisines collectives et des petits producteurs biologiques, via l'agriculture soutenue par la communauté.

Le point sur les services d'avortement au Québec



Les statistiques sont criantes : 13 % des décès maternels autour du monde sont liés à un avortement non sécuritaire.

Chaque année, 19 à 20 millions de femmes ont recours à un avortement non sécuritaire, risquant de contracter des infections, de subir des blessures ou des séquelles, telles que l'infertilité et même la mort.



Vous pouvez télécharger une copie de la recherche FQPN-ACLIC au : www.fqpn.qc.ca

Même si nous avons lutté et obtenu le droit à l'avortement au Canada, bon nombre de femmes n'ont toujours pas accès aux services d'avortement. Les services peuvent être inaccessibles à cause des barrières à la gratuité, de l'éloignement ou du jugement porté par le personnel médical. Et si le Québec demeure la province canadienne la mieux nantie en points de service d'avortement, plusieurs problèmes persistent.

C'est dans le but d'étudier ces obstacles que la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN) et l'Association canadienne pour la liberté de choix (ACLIC) ont effectué une recherche conjointe : « Le point sur les services d'avortement au Québec ».

La recherche voulait documenter et faire connaître la situation québécoise pour qu'elle serve de modèle ailleurs au Canada et déterminer des améliorations pour l'organisation et la qualité des services au Québec.

Quelques constats émanant de la recherche :

- Plus de la moitié des établissements sont incapables d'aider financièrement les femmes sans carte d'assurance-maladie et qui ne sont pas en mesure de payer pour un avortement.
- Le manque d'accès à la contraception et à un médecin de famille a été identifié

comme un obstacle pour les femmes. De plus, l'éducation sexuelle est quasi absente des écoles secondaires et des établissements de santé.

- Certains centres d'aide à la grossesse contactés ne s'affichant pas comme opposés à l'avortement offrent de l'information trompeuse sur les conséquences de l'avortement.
- Encore aujourd'hui, les femmes doivent parfois attendre jusqu'à trois ou quatre semaines avant de terminer une grossesse, surtout en région.
- La grande majorité des établissements offrant des services d'avortement souffre d'un manque de ressources : personnel infirmier, médecins formés et disponibles, soutien financier, appui administratif, etc. Ce manque de ressources limite l'offre des services et affecte aussi leur qualité, notamment en matière de prise de rendez-vous et de soutien post-avortement.

Malgré ces obstacles, le Québec demeure la province canadienne où l'avortement est le plus accessible. Par exemple, les services Info-Santé contactés lors de l'enquête ont toujours été en mesure de donner une information adéquate en matière de référence à des services d'avortement. Les politiques et lignes directrices mises en place par le

ministère de la Santé et des Services sociaux encadrent une offre de services de qualité dans toutes les régions administratives. De plus, les intervenantes en avortement à travers le Québec font preuve d'un très grand dévouement, travaillant plus qu'il ne leur est demandé pour offrir un service de qualité aux femmes qui en ont besoin.

Notre système devrait inspirer le reste du Canada pour favoriser un meilleur accès aux services d'avortement. Surtout que le gouvernement canadien essaie par des moyens détournés de réduire le droit à l'avortement pour les Canadiennes, mais aussi sur la scène internationale, en adoptant des stratégies antichoix.

En effet, au printemps dernier, dans le cadre de son initiative du G8 en faveur de la santé maternelle, le gouvernement Harper a affirmé qu'il allait nier le financement des services d'avortement aux pays en voie de développement, même là où l'avortement est légal. Le premier ministre a ainsi violé les droits à l'autonomie, à la liberté et à l'égalité des femmes qui y habitent.

En tant que féministes, nous devons rester à l'affût vis-à-vis des conservateurs et nous solidariser en faveur des droits reproductifs des femmes de tous les pays.

La nécessité de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire

Depuis 2001, les cours d'éducation à la sexualité ne sont plus intégrés au programme de formation personnelle et sociale. Pour plusieurs intervenantEs et en éducation et en santé, ceci a un impact majeur sur l'éducation de nos jeunes au Québec.

« Selon le Ministère de la Santé et des Services sociaux, entre 2004 et 2008, l'augmentation du nombre de gonorrhées a été 5 fois plus importante chez les femmes, particulièrement chez les 15-24 ans, à un âge où la prévention et l'éducation sont primordiales. On constate aussi que les cliniques jeunesse et les infirmières scolaires sont de plus en plus sollicitées » explique Alexa

Conradi, présidente de la FFQ et porte-parole de la CQMMF.

AucunE enseignantE n'a la responsabilité du programme d'éducation à la sexualité en particulier. Devenu transversal dans toutes les matières, il est sous la responsabilité de tout le personnel enseignant.

Selon Rosa Pires du Regroupement québécois des CAILACS, cette façon de faire n'est pas compatible avec la réalité des jeunes. « L'environnement des jeunes est hypersexualisé. L'éducation à la sexualité à laquelle trop de jeunes ont accès est souvent celle contenue sur Internet et dans les maga-

nes. Quand ces images s'imprègnent dans leur imaginaire, cela peut être un obstacle à une sexualité saine ».

C'est pourquoi la MMF revendique la réinstauration du programme d'éducation à la sexualité dans nos écoles. « Le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Il doit maintenant travailler à mettre en place un programme, du matériel adéquat, du temps spécifique et de la formation pour les personnes travaillant dans le milieu de l'éducation, afin que l'école puisse elle aussi assumer pleinement ses responsabilités face à l'éducation à la sexualité » nous rappelle la porte-parole de la CQMMF.



Le 14 octobre 2010, des milliers de femmes marcheront partout au Québec pour cette revendication.

On a assez étiré l'élastique

Depuis le 7 septembre 2010, des capsules au ton mordant et subversif présentent les revendications des marcheuses de la Marche. « Le mouvement des femmes du Québec hausse le ton. On a assez étiré l'élastique et il est temps que ça change! », de dire Alexa Conradi, présidente de la FFQ et porte-parole de la Marche mondiale des femmes.

Trois capsules ont été diffusées. Elles portaient sur l'autonomie financière des femmes, sur les droits des peuples autochtones

et finalement sur la militarisation. Deux autres sont à venir.

Les capsules sont aimées ou pas, elles peuvent déranger, mais elles sont percutantes et pleines de mordant. « La population du Québec est prête pour un changement. Il faut se mobiliser pour bâtir la société juste et équitable que nous voulons », ajoute Mme Conradi.

Ces capsules peuvent être partagées facilement sur le Web. Pour sensibiliser vos amies et collègues à cette question et

aux autres revendications de la Marche, partagez ces capsules! Nous vous invitons à les envoyer à tout votre carnet d'adresses, à en parler à vos amiEs, à la mettre sur votre page Facebook.

Pour visionner les capsules et les partager, visitez le site Web de You Tube en cliquant ici :

www.youtube.com



You Tube

La Marche mondiale des femmes 2010



Visitez régulièrement le site Web : www.ffq.qc.ca afin d'être informées sur la Marche mondiale des femmes 2010.

Ne laissez pas passer la Marche sans y prendre part!

Faites la différence, impliquez-vous :

- Participez aux marches et actions locales organisées dans votre MRC (voir détails plus bas)
- Rejoignez la Fédération des femmes du Québec sur [Facebook](#) ou [Twitter](#)
- Participez à la campagne de financement de la Marche mondiale des femmes au Québec en achetant des kilomètres de marche (disponible sur le site Web de la FFQ).

En 2000, dans les suites de la fameuse marche *Du pain et des roses*, les femmes du monde entier se sont solidarisées contre la pauvreté et la violence envers les femmes. Des milliers de groupes de femmes sur tous les continents ont mis au monde un réseau féministe international incontournable : la Marche mondiale des femmes. Une belle contribution du mouvement féministe québécois à l'histoire.

En 2005, nous avons offert au monde une Charte mondiale des femmes pour l'humanité, jetant les bases d'un projet féministe de liberté, d'égalité, de paix, de justice et de solidarité.

En 2010, nous marcherons tant que toutes les femmes ne seront pas libres! Dans un contexte où les gouvernements introduisent, parfois directement, souvent insidieusement, une façon de voir le monde qui nous paraît foncièrement sexiste, raciste et inégalitaire, l'heure est venue pour une grande mobilisation de la population afin de signifier que nous en avons assez.

Au Québec, 6 jours d'actions

Du 12 au 17 octobre partout dans la province, il y aura des actions et des marches loca-

les, régionales et nationales.

Au Centre-du-Québec, on marche aussi!

Sur tout notre territoire, les centricois marcheront pour **l'égalité, la solidarité, la paix, la justice sociale et la liberté.**

13 octobre 2010

Érable : 18 h

Rendez-vous au Carrefour de l'Érable pour une marche avec des arrêts animés tout au long du parcours.

Pour en savoir plus :
819-758-3384

13 octobre 2010

Arthabaska : 18 h 15

Rendez-vous à la Vélogare de Victoriaville pour une marche qui se terminera à la Salle de l'Âge d'or. Sur le parcours, animation et diverses activités.

Pour en savoir plus :
819-758-3384

13 octobre 2010

Nicolet/Yamaska : 11 h

La Marche partira à 11 h du Centre Gabrielle-Granger et culminera vers la Ressource d'aide alimentaire, sur la rue Frère-Dominique, en passant

par la rue Martin. Une soupe populaire sera servie, incluant café, pain et desserts. Une courte animation sera alors présentée aux femmes et hommes présents.

Pour en savoir plus :
819-293-5958

14 octobre 2010

Bécancour : 14 h 30

Débutant au point de ralliement au CAB de Ste-Sophie-de-Lévrard, le cortège ponctué d'arrêts à Gentilly, Ste-Angèle et Wôlinak se terminera à St-Grégoire. Souper-conférence à compter de 17 h au restaurant 55.

Pour en savoir plus :
1-866-909-2585

15 octobre 2010

Drummond : 15 h 30

Point de ralliement au Cégep de Drummondville. Conférence de presse à 15 h 30, accueil de la délégation de l'Estrie. Mot de bienvenue à 16 h. Départ de la Marche vers le Parc St-Frédéric à 17 h. À 18 h, dépôt des revendications aux bureaux du député fédéral et provincial. Mot de la fin avec les organisateurs du Refus de la misère et de la Nuit des sans-abris.

Pour en savoir plus :
(819) 474-3223

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

